

CONGRES NATIONAL DE LA FENARA

NOGENT

20 MAI 2016

DISCOURS DE CLÔTURE DU PRESIDENT SERGE THIVENIN

Mesdames, Messieurs les présidents,
Mesdames, Messieurs les directeurs,
Mesdames, Messieurs les délégués,
chers amis,

Nous voici donc arrivés au terme de ce 32^{ème} congrès annuel de la FENARA, après deux jours de débats et d'échanges, de travail mais aussi d'amitié et de convivialité qui sont notre conception du syndicalisme à la FENARA.

Je vous remercie, toutes et tous, très sincèrement, en mon nom personnel et au nom de mes collègues du Bureau et du Conseil d'Administration, pour votre participation active à ce congrès.

Comme je vous l'ai dit en ouverture, nos travaux vont alimenter les fortes revendications que nous allons défendre avec beaucoup de combativité, auprès du gouvernement, dès notre retour.

Voyons également un peu plus loin : l'élection présidentielle de 2017 est dans une petite année. La FENARA, sans attache politique, ne donnera certes pas de consignes de vote. Mais soyez certains qu'elle va jouer son rôle de défense des retraités, en alertant chaque candidat sur leur situation et en leur demandant de se positionner clairement sur les questions qui sont au cœur de sa mission : pouvoir d'achat et retraites, santé, perte d'autonomie.

De 15 millions aujourd'hui, les retraités seront au nombre de 20 millions dans quinze ans. Notre importance économique et sociale, notre poids électoral s'alourdissent d'année en année. Or, nous sommes en colère. Nos gouvernants vont l'entendre ! Ceux qui voudraient compter sans nous aux prochaines élections commettraient une immense erreur, sans retour.

La première de nos revendications est la restauration du pouvoir d'achat de nos retraites.

Entre le report de la date de leur revalorisation d'avril à octobre, leur gel en 2014, une revalorisation ridicule de 0,1% en 2015, nos pensions de base sont gravement mises à mal.

Il en est de même de nos retraites complémentaires. Celles de notre régime des indépendants suivent les mêmes règles pénalisantes des retraites de base. Quant aux retraites ARRCO et AGIRC de ceux qui ont eu une période d'activité salariée, elles sont encore plus lourdement sanctionnées.

Nous connaissons la situation critique des régimes de retraite et leurs déficits. Depuis des années, nous dénonçons fermement les demi-mesures qui sont prises pour les redresser. Ces rapiécages n'ont rien prouvé, c'est le moins que l'on puisse dire, en matière d'efficacité.

Prenons le gel de nos retraites. Le gouvernement s'est montré sourd à toutes nos demandes de revalorisation au motif qu'en période de faible inflation, les retraités ne subissaient pas de perte de pouvoir d'achat.

Mais c'est oublier qu'il a augmenté dans le même temps nos impôts, en fiscalisant les majorations de retraite pour charge de famille, en mettant fin à la « demi-part des veuves », en instaurant la contribution additionnelle de solidarité pour l'autonomie (CASA).

De plus, les économies résultant du gel de nos retraites n'ont rien résolu : l'incertitude sur l'avenir des régimes demeure, alors la FENARA doit réagir fermement à cette situation.

En revanche, les retraités en ont lourdement pâti. Combien d'appels inquiets avons-nous reçus à la FENARA de la part d'adhérents dont les ressources baissent mais dont les charges continuent d'augmenter. Certains d'entre nous se trouvent désormais dans une situation très critique, voir catastrophique.

Ceci est absolument révoltant, non seulement d'un point de vue humain mais également du point de vue de la justice : après une vie entière de travail, comment accepter de ne pas disposer des ressources suffisantes pour vivre dignement, alors restons debout pour continuer à agir.

La FENARA exige :

- l'indexation des retraites sur l'évolution générale des salaires, et non plus sur celle des prix qui est beaucoup moins favorable,
- le rétablissement de leur revalorisation au 1er avril,
- la défiscalisation des majorations de retraite pour enfant et le rétablissement de la demi-part supplémentaire des veufs et des veuves ayant élevé des enfants,
- le taux des pensions de réversion de base à 60 % au lieu de 54%,
- la garantie d'un montant minimum de retraites (pensions de base et complémentaires) équivalent à 1 250 euros mensuels, pour tous les retraités ayant eu une carrière longue, dès lors qu'ils ont la durée d'assurance leur donnant le taux plein,

- l'alignement des retraites des régimes spéciaux et du secteur public sur celles du secteur privé.

A ce dernier égard, avec les actifs, nous devons être intraitables sur ce sujet. Aucune réforme des retraites, aucun nouveau sacrifice ne doivent être envisagés sans que soit rétabli l'équité entre les régimes.

Notre système de retraite doit être réorganisé de fonds en comble et être le même pour tous.

Du côté de la santé, il y a également fort à faire, à commencer par nos complémentaires.

Pour calmer la colère et la révolte des retraités, traités de plus en plus comme des citoyens de seconde zone, le président de la République, François Hollande, a annoncé en juin 2015 qu'ils allaient bénéficier, à partir de 2017, de la généralisation des complémentaires santé. Cette déclaration a suivi l'obligation dans les entreprises, de faire bénéficier tous les salariés du privé, à partir de 2016, d'une couverture complémentaire payée à parts égales entre l'employeur et l'employé.

Donner aux retraités une couverture complémentaire obligatoire, avec des garanties adaptées à leur situation et à un prix abordable, est une demande ancienne et constante de la FENARA.

Il faut savoir, en effet, qu'à prestations équivalentes, une mutuelle peut coûter à un retraité jusqu'à trois fois plus cher qu'à un actif. Beaucoup d'entre nous doivent donc se contenter de contrats bas de gamme qui ne permettent pas de se soigner correctement. C'est pourtant un droit élémentaire que nous allons rappeler aux pouvoirs publics.

La promesse présidentielle s'est finalement traduite par une mesure législative prise fin 2015 mais elle ne convainc pas du tout la FENARA.

Elle consiste à instituer un système de contrats labellisés pour les personnes de 65 ans et plus, sur la base de prestations qui leur seront adaptées, pour un prix inférieur à des seuils fixés par décret. En contrepartie, les complémentaires bénéficieront d'un crédit d'impôt égal à 1% des primes acquittées.

La FENARA n'est pas d'accord avec ce dispositif prévu pour 2017 : il risque de se traduire tout au plus par une légère baisse de la cotisation du retraité.

Elle va donc continuer de revendiquer avec plus de fermeté une couverture complémentaire santé obligatoire pour tous les retraités se caractérisant par :

- un socle minimal de garanties de qualité, comprenant la prise en charge totale des honoraires médicaux, des frais d'optique, d'audition, de soins et prothèses dentaires, instaurée dans tous les contrats et sous le contrôle des pouvoirs publics,

- un montant de cotisation réduit, en renforçant la solidarité intergénérationnelle afin de baisser les primes des retraités et ne plus les augmenter avec l'âge,
- une mesure sociale ou fiscale pour les retraités :
 - l'aide à l'acquisition d'une complémentaire santé (ACS) doit bénéficier à un nombre accru de retraités, en rehaussant le plafond d'attribution à 1 250 € par mois et par personne,
 - la cotisation doit être déductible de l'impôt sur le revenu.

Dernier sujet : la prise en charge de la perte d'autonomie qui n'est toujours pas à la hauteur des besoins.

La récente loi sur l'adaptation de la société au vieillissement répond, en partie, à plusieurs demandes de la FENARA : prévenir la dépendance, permettre le maintien à domicile, soutenir les aidants.

Cependant, si elle présente des avancées, les écueils sont encore nombreux :

- les nouveaux montants de l'Allocation Personnalisée d'Autonomie (APA) à domicile ont été sérieusement augmentés, en particulier pour les dépendances les plus lourdes, mais une partie de la dépense doit encore être supportée par les familles,
- le rôle des aidants est reconnu officiellement mais les droits créés ne sont pas à la hauteur du service qu'ils rendent à la personne aidée et à la société,
- les nouveaux moyens financiers mobilisés (c'est-à-dire la CASA) sont insuffisants au regard des besoins, en dépit des 24 milliards d'euros déjà consacrés par l'Etat à la dépendance,
- aucune mesure ne vient réduire le coût de l'hébergement en établissement, reposant sur les familles.

La FENARA va continuer de se battre avec ses associations pour obtenir :

- une plus forte revalorisation de l'APA à domicile et en établissement, concernant tous les degrés de dépendance et pas uniquement les plus lourds,
- une intensification du soutien aux aidants, par le doublement du montant de l'aide au répit, par l'octroi d'aides financières pour leur complémentaire santé et pour leur permettre de placer le proche aidé en établissement quand le maintien à domicile est devenu trop lourd,
- des mesures urgentes pour baisser le coût des maisons de retraite,
- l'institution d'un prélèvement national obligatoire dû par toute la population, assis sur l'assiette la plus large possible et contrôlé par la CNSA, pour financer une meilleure prise en charge de la dépendance,
- un libre choix facilité entre maintien à domicile et hébergement en institution, en améliorant les services d'aides à domicile, en proposant des solutions d'hébergement temporaire, en développant le nombre de places en établissement pour ceux qui en font le choix ou lorsque la sévérité du handicap l'impose.
- la souscription obligatoire à une assurance complémentaire dépendance, dès l'entrée dans la vie active. Ses prestations doivent s'articuler avec le socle de prestations du régime de base. Elle doit être encadrée par les pouvoirs publics et être accessible aux personnes à revenus modestes, par des mesures sociales et fiscales.

Sur toutes ces questions essentielles : retraite, santé, autonomie, la FENARA est très mobilisée et dénonce fermement la médiocrité des mesures prises par les pouvoirs publics pour améliorer la situation des retraités.

La FENARA a alerté, sans relâche, au cours de ces derniers mois, pouvoirs publics, élus, partenaires, presse, sur la situation des retraités.

Certes, avec le soutien d'autres organisations de retraités et de certains parlementaires, plusieurs revendications portées par la FENARA ont abouti pour ceux d'entre nous les plus en difficulté. Mais cela reste très insuffisant si l'on considère l'ensemble de notre population.

Aujourd'hui la colère gronde plus forte encore. La FENARA appelle toutes ses associations à se mobiliser, pour faire aboutir nos revendications, nos ressortissants comptent sur nous.

A priori, une manifestation de retraités en colère perturbe moins nos dirigeants qu'une grève dans les transports qui paralyse l'activité économique. Sauf, chers amis, si à toute occasion nous crions avec force notre colère et notre détermination, par tous les moyens. Il faut que nous augmentions le son, si vous me permettez cette image, et que nous trouvions des innovations médiatiques dans nos méthodes de communication et d'actions.

La FENARA alerte sans relâche par des courriers et par voie de presse sur la situation des retraités. Ce n'est plus suffisant. Elle a décidé de mobiliser plus encore ses adhérents en leur demandant de se joindre à tous les mouvements de contestation menés par des retraités.

Ce n'est pas tout. Après une pétition nationale en 2014, elle a décidé de mettre en place très prochainement, sur internet, une action qui sensibilisera tous les utilisateurs à nos revendications. Je compte sur vous pour encourager vos familles, amis, collègues à se mobiliser à nos côtés, en se rendant sur notre page Facebook ou notre site internet pour valider par leur vote leur soutien à notre cause et à notre combat...

Dans cette période difficile que traverse notre pays, certains d'entre nous sont parfois tentés par le scepticisme et le repli sur soi, et veulent faire de leurs associations de simples amicales qui ne feront plus entendre leur voix. Il ne faut pas rester passifs face aux injustices, au contraire il faut se battre ensemble avec nos ressortissants. Je vous demande de rester tous très mobilisés et disponibles pour toutes les actions que nous allons engager.

Tous ensemble, soyons solidaires, élargissons les rangs de nos adhérents, pour une FENARA encore plus combative et qu'elle soit une force de propositions reconnue et écoutée, afin de remplir avec dignité notre mission.

Vive les retraités et vive la FENARA !

Merci à toutes et à tous de votre engagement à nos côtés, merci à toutes et à tous de votre travail et de votre fidélité.